

DE QUOI KAÏS SAÏED EST-IL LE NOM ?

La Tunisie à l'ère de l'hyperpolitique

RAPPORT
NOVEMBRE 2023
Colin Powers



Noria Research

Notre mission principale consiste à recueillir sur le terrain des données de première main et à les traduire en analyses originales pour éclairer les décideurs et informer le débat public.

Nous sommes convaincus que les crises politiques ne peuvent être comprises sans une connaissance fine des dynamiques sur le terrain. C'est pourquoi nous avons fait de l'enquête de terrain un savoir-faire reconnu.

Conscients que la connaissance doit bénéficier au plus grand nombre, nous nous sommes engagés à conduire un dialogue avec les acteurs de terrain, les décideurs et les citoyens concernés.

Créée à Paris en 2011, Noria couvre aujourd'hui les Amériques, l'Europe, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud.

Programme Noria Afrique du Nord / Moyen-Orient

Basé à Paris, le programme Afrique du Nord et Moyen-Orient de Noria rassemble des chercheurs ayant une longue expérience d'enquête et une expertise reconnue de la région. Les membres de l'équipe du programme sont familiers des environnements socio-politiques fragiles et s'appuient sur leurs données de terrain pour informer le débat public, éclairer les décisions politiques et engager des actions de plaidoyer sur leurs thématiques de recherche dans la région méditerranéenne.

Convaincus de l'utilité d'une recherche appliquée et attentive aux dynamiques régionales, nous nous efforçons de décloisonner le savoir produit entre l'Europe et la région MENA. Contre le rétrécissement de l'espace public, notre programme s'efforce de faire avancer les causes de la justice sociale, de l'inclusion et de la démocratie.

L'AUTEUR

Colin Powers est senior fellow et rédacteur en chef du programme MENA de Noria. Il a obtenu un doctorat de la Johns Hopkins School of Advanced International Studies en 2020 et a été chercheur post-doctoral à Sciences Po-Paris en 2022. Deux fois lauréat de la bourse Fulbright, Colin Powers a plus de dix ans d'expérience de travail au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Économiste politique de formation, il a mené des recherches sur le terrain en Palestine, en Jordanie et en Tunisie. Ses travaux ont été publiés dans de nombreuses revues académiques, dans la presse internationale, et pour des think-tanks.



Sommaire



PRINCIPALES CONCLUSIONS | P.5

SYNTHÈSE | P.7

1. INTRODUCTION | P.8

2. QU'EST-CE QUE LA SAÏEDISME ? | P.9

L'autocratie d'un juriste

Une autocratie sans politique

Un éclatement des élites

Comparer pour mieux comprendre : le populisme de Saïed mis en perspective

Les piliers du populisme de droite contemporain

Le populisme de pacotille de Kaïs Saïed

3. LES MALHEURS D'UN AUTOCRATE NE FONT PAS LE BONHEUR DES ESPOIRS DÉMOCRATIQUES | P.23

Un système défaillant

Des composants défaillants : le rendez-vous manqué des partis politiques tunisiens

La voie de l'hyperpolitique

Le problème d'un public coupé de la représentation

Quand l'hyperpolitique entrave la perspective d'un renouveau démocratique

4. CONCLUSIONS | P.32

Principales conclusions

1. Contrairement à de nombreux systèmes autocratiques, le régime de Kaïs Saïed se préoccupe peu de construire sa légitimité sur la performance économique. L'approche du président en matière de gouvernance économique alterne entre indifférence et incohérence. Le résultat en a été l'aggravation de difficultés structurelles préexistantes tout en introduisant de nouveaux et graves problèmes tels que la pénurie de monnaies fortes et de produits de base.
2. La méthode de Saïed pour consolider son pouvoir s'est lourdement appuyée sur la répression, la fermeture des espaces institutionnels indépendants et l'instrumentalisation du droit. En revanche, le président néglige les outils généralement mobilisés par les populismes de droite au pouvoir : organisation des masses, cooptation des élites, politique d'État-providence ciblé, établissement d'une coalition de croissance.
3. La comparaison avec d'autres régimes populistes permet davantage d'associer Kaïs Saïed à des expériences volatiles du pouvoir comme celle de Jair Bolsonaro au Brésil qu'à des autocrates installés de longue date comme Viktor Orban en Hongrie ou Recep Tayyip Erdoğan en Turquie.
4. L'évaluation des conditions sociales, politiques et économiques en Tunisie aujourd'hui suggère que l'emprise du président sur le pouvoir n'est peut-être pas aussi forte qu'il n'y paraît à première vue. Cette estimation, cependant, ne signifie pas que les chances d'un renforcement démocratique soient plus élevées.
5. Le ressentiment populaire à l'égard des partis politiques en Tunisie et des figures de proue de la transition post-2011 reste intense. Le soutien populaire aux institutions représentatives et à l'idée même d'intermédiation d'intérêts reste faible. Ces deux réalités de la vie politique s'expliquent par une multitude de facteurs, notamment les contraintes exercées par l'économie mondiale sur la souveraineté des États, les mutations socio-économiques, technologiques et idéologiques qui affectent non seulement la Tunisie mais aussi le monde qui l'entoure, et les échecs marqués des différentes classes politiques qui se sont succédé au cours de la période post-2011.
6. La possibilité d'une mobilisation des forces populaires pour renverser Kaïs Saïed ne doit pas être sous-estimée, bien que la probabilité en soit réduite par la politisation croissante de l'armée.

7. Dans le cas où Saïed serait chassé de Carthage, la reconstruction d'un système démocratique serait rendue particulièrement ardue par le manque de confiance des citoyens dans les institutions représentatives.
8. Pour ceux qui, en Tunisie et dans la communauté internationale, cherchent encore à soutenir la démocratie en Tunisie, il est essentiel de ne pas se contenter de s'opposer à Kaïs Saïed. Il est tout aussi important de s'efforcer de modifier les conditions sociales et économiques qui détermineront ce qui sera politiquement possible.

Synthèse

Ce rapport du programme Afrique du Nord & Moyen-Orient de Noria Research propose une réflexion sur le moment politique actuel en Tunisie. Il commence par interroger la nature et les possibles perspectives de l'autocratie qui s'est cristallisée autour de la personne de Kaïs Saïed depuis 2021. De là, il procède à l'évaluation de la possibilité d'un nouveau régime démocratique.

Le rapport présente un certain nombre de résultats. Articulée à un travail de terrain, une analyse historique et comparative permet d'identifier deux grandes dimensions de l'originalité de l'autocratie de Kaïs Saïed. Celle-ci, d'abord, se montre indifférente à se légitimer par ses performances comme par une quelconque idéologie. Ensuite, elle renonce à toute tentative significative d'« organiser la certitude » : consacrant peu de ressources à la mise en place d'institutions qui pourraient rationaliser la gestion des conflits au sein des élites, coopter et mettre au pas de potentiels rivaux, collecter des informations sur la population ou lier différents groupes sociaux à l'État, le régime de Saïed s'éloigne ainsi du moule autocratique classique. Au vu de ces propriétés originales et des faibles performances du régime dans trois domaines qui se sont révélés essentiels à la longévité des populismes de droite – principalement l'organisation des masses, la coordination d'une coalition de croissance et le développement d'un État-providence ciblé –, l'auteur du rapport estime que le pouvoir de Saïed, qui s'appuie de façon croissante sur la répression, pourrait être limité dans le temps.

En dépit de ce qui pourrait sembler une appréciation optimiste, les conclusions de cette recherche suggèrent également que la probabilité d'un nouveau régime démocratique en Tunisie à court ou moyen terme est en réalité faible. Cette proposition prospective se fonde sur le constat du ressentiment de la population envers les partis politiques et sur la méfiance de cette dernière à l'égard des institutions représentatives. Ces réalités de la vie politique tunisienne contemporaine, dues à des processus historiques à la fois spécifiques et non spécifiques au contexte tunisien, réduisent les probabilités d'une Tunisie démocratique à deux égards : i) en affaiblissant la possibilité d'une mobilisation de forces populaires en appui d'un mouvement d'opposition jusqu'ici piloté par les principaux acteurs partisans de la transition, et ii) en rendant particulièrement difficile à mettre en œuvre une consolidation démocratique dans le cas où Saïed serait délogé du pouvoir.

Le rapport conclut sur une brève discussion de recommandations politiques à l'attention de la communauté internationale. Comme l'explique l'auteur, condamner ou s'opposer à Kaïs Saïed ne suffira pas à rendre possible un nouveau régime démocratique en Tunisie. Il s'agirait plutôt de prendre des mesures pour réunir les conditions dans lesquelles pourraient s'établir des relations solides, sans lesquelles une démocratie saine ne peut exister, entre groupes sociaux et partis politiques. La question de l'allègement de la dette, entre autres mesures qui viseraient à étendre la marge de manœuvre des politiques économiques, serait à cet égard d'une importance critique.

1.

Introduction

Redessiné depuis le coup d'État de Kais Saïed en juillet 2021, le système politique tunisien est aujourd'hui en proie à de nombreuses contradictions. L'autocratie prévaut à nouveau, mais dans une version qui ne s'embarrasse pas du principe et de l'objectif fondamentaux de ce type de gouvernement : l'organisation de la certitude. Le président tunisien se considère comme un populiste, mais se montre indifférent au bien-être de la population et peu enclin à mobiliser ou à construire une relation avec le peuple. Le pays abrite une population attachée à des libertés durement acquises, mais qui ne s'émeut guère de la répression des anciens dirigeants démocratiquement élus. La foi dans le pouvoir de la rue – dans les rassemblements non organisés et la force mobilisatrice des voix protestataires rassemblées – perdure ; celle dans les institutions représentatives et intermédiaires est nulle.

Comment comprendre ces contradictions ? Que peuvent-elles signifier pour la Tunisie d'aujourd'hui ? pour celle de demain ? Nous disent-elles quelque chose, au-delà de la Tunisie, de la période historique que nous vivons aujourd'hui ?

Les réponses que tente d'apporter ce rapport se nourrissent d'une idée : le concept d'hyperpolitique, proposé par Anton Jager. Observant les transformations des sociétés occidentales au lendemain des longues années 1990, Jager utilise cette formule pour rendre compte des modes d'action spontanés et non institutionnalisés qui ont émergé comme forme dominante de l'expression politique de masse dans ces parties du monde : pour donner un sens à la fois à la crise des partis politiques et des parlements, et à la multiplication des soulèvements populaires qui vont et viennent « comme une bombe à neutrons qui touche les individus qui se trouvent dans le cadre, tout en laissant intacte toute l'infrastructure ». [1]

Comme nous le verrons, le concept de Jager se prête aisément à une application aux configurations politiques qui, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, se sont cristallisées depuis les « printemps arabes ». Pour ce qui concerne la Tunisie, nous estimons que cette idée d' « hyperpolitique » peut ainsi servir de clé de compréhension des échecs de la transition démocratique, du manque d'institutionnalisation et d'intermédiation d'intérêts qui caractérise l'autocratie de Kaïs Saïed, mais aussi de la faiblesse des probabilités d'un avenir démocratique pour le pays.

Le rapport est structuré comme suit. Il s'ouvre sur une évaluation du régime actuel, qui, en comparant Kais Saïed avec d'autres incarnations de l'autocratie et du populisme de droite, permet d'identifier les propriétés constitutives du saïedisme et, à leur aune, d'estimer la faiblesse des perspectives du régime du président. De là, nous examinons l'état des nouvelles formes de mobilisation sociale, en nous concentrant sur les processus sociaux, économiques et technologiques qui opèrent aux niveaux local et mondial et qui sont liés aux modèles de perception, de compréhension et de comportement de la société. Le rapport établit des liens de causalité entre les processus en question et l'atomisation sociale, la désaffection de la population envers les institutions représentatives et la montée d'une obsession moralisatrice pour la corruption. Il identifie ces faits de la vie politique tunisienne actuelle comme les moteurs structurels des événements des douze dernières années, aux côtés de développements plus contingents, et s'engage dans une réflexion prospective sur ce que leur caractère structurel pourrait signifier pour les années à venir. Une brève conclusion se risque à proposer des recommandations à destination de la communauté internationale.

■ [1] Anton Jager, « Everything is hyperpolitical: A genealogy of the present », *The Point*, 29, 22 février 2023.

2.

Qu'est-ce que le saïedisme ?

La pratique politique de Kaïs Saïed défie les conventions. Le projet du président tunisien se distingue des modèles de régimes autocratiques observables dans certains pays du Golfe ou d'Asie en ce qu'il fait peu de cas d'une légitimité basée sur la performance : la preuve la plus évidente en est l'apathie dont Carthage fait preuve face à l'intrication des crises sociales et économiques dans le pays. L'augmentation du nombre de suicides, de la consommation de drogue^[2], des maladies mentales chez les jeunes et des tentatives de traversée de la Méditerranée à la nage est tout juste mentionnée en passant. Les rayonnages vides de magasins, la stagnation des salaires et le recul de l'économie ne suscitent que de vagues allusions à la thésaurisation des stocks et à la trahison des compradores. Le pays assiste à l'imposition d'une politique d'austérité et, dans le même temps, au transfert de millions de dinars vers les grandes fortunes tunisiennes par le biais d'emprunts publics et de politiques d'État-providence réservées à une partie de la population en vertu d'une législation fiscale inchangée, nonobstant la prétention à incarner un pays champion de la justice sociale. En 2022-2023, alors que le bord du précipice approchait dangereusement, le président, désormais en mesure de gouverner par décret, a fait le choix de la paralysie, en confiant les rênes à une équipe de technocrates en panne d'inspiration, dans le seul but de saper tout plan qu'ils pourraient suggérer. Si de nombreuses autocraties proposent à leurs citoyens de troquer leur capacité d'action politique contre une vie plus confortable, alors il est clair que celle de la Tunisie ne compte pas parmi elles.

■ [2] Selon le ministère de l'Éducation, les taux de consommation de drogue chez les élèves du secondaire en Tunisie serait de 9,2 %. La consommation d'alcool est également élevée. Lire « Tunisia—Hatem Ben Salem: 9% of Tunisian students use drugs », Tunisie Numérique, 19 décembre 2019.

SYMPTOMS OF SOCIAL FAILURE

Risking death on the Med

Since 2020, the number of attempted Sea Crossings from Tunisian territory has steadily increased. Crossings spiked in 2023: In the first three months of the year, **1885** persons made it to Italy from Tunisian shores while an additional **14,963** were intercepted in attempting to. These figures represent **100%** and **400%** increases, respectively, on those of 2022.

Mental health Crisis

The Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux documented 45 suicide attempts during the first three months of 2023, **1/3** of which were by **self-immolation**. The number of attempts represents a **25%** increase as compares to 2022. A groundbreaking report from International Alert, meanwhile, centered on 18-29 year-olds from working class areas in El Kabaria, Kasserine, and Tataouine, **showed a significant majority suffering from anxiety, 28% suffering from depression, and a large majority thinking frequently of migrating**. When asked for the primary cause of their distress, **uncertainty about the future was identified by more** than four of every five research participants.

Joblessness

According to the government's official statistics, the unemployment rate since Kais Saïed's coup has fluctuated between **15.6** and **17.9%**. Accounting for a labor force participation rate of less than **50%**, this means a little more than **40%** of the working age population has a job. Insofar as **43.9%** of the employed are employed informally, these are indicators of a labor market in deep distress.

Data provided by the Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux, the National Institute of Statistics, International Alert, and the World Bank

En même temps, et en rupture avec les modèles du XXe siècle, la nouvelle autocratie tunisienne se préoccupe peu de s'assurer un consentement idéologique. Cela ne signifie pas pour autant que Saïed ait tout à fait renoncé à mobiliser autour de l'idéologie. Ce que l'on pourrait qualifier à son sujet de « conservatisme utopique » est réel, assumé et susceptible de séduire un certain milieu traditionaliste non frériste.[3] Sa pantomime de tiers-mondisme – emplie de références à la souveraineté économique et d'une méfiance théâtralisée envers le FMI – trouve preneurs parmi la jeunesse et de larges pans de la gauche.[4] Son soutien à la théorie du « grand remplacement » de Sofien Ben Sghaier lui vaut les félicitations de ceux qui sont enclins à expliquer les maux du monde actuel en désignant les personnes les plus vulnérables d'une société. Cette théorie a désormais le soutien de certains hauts gradés de l'armée (l'amiral à la retraite Kamel Akrouf n'étant pas le moindre[5]) et des dirigeants européens désespérés.[6] Après tout, quelques jours à peine après la mise en place en Tunisie de mesures correctives contre la chimère migratoire – principalement le transfert forcé de plus d'un millier d'Africains noirs vers les terres désertiques des frontières avec l'Algérie et la Libye –, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, et la Première ministre italienne Giorgia Meloni, arrivaient à Tunis pour annoncer l'accélération d'un programme d'aide d'un milliard d'euros.[7]

[3] Barrett Limoges, « Kais Saïed, the conservative 'utopian' leading Tunisia's electoral revolt », *Middle East Eye*, 18 septembre 2019.

[4] International Crisis Group, « La Tunisie de Saïed : privilégier le dialogue et redresser l'économie », *Rapport Moyen-Orient et Afrique du Nord*, 232, avril 2022.

[5] Kamel Akrouf, « Du risque d'une migration incontrôlée », *Études Marines : La Méditerranée*, 23, Centre d'études stratégiques de la marine, mai 2023.

[6] Monica Marks, « Tunisia's President gives life to a Zionism conspiracy theory », *New Lines Magazine*, 21 mars 2023.

[7] Human Rights Watch, « Tunisia: no safe haven for black African migrants, refugees », *rapport*, 19 juillet 2023.

Kaïs Saïed s'est enfin auto-proclamé justicier et grand prêtre de la lutte anti-corruption. Si le discours contre la corruption n'inspire plus autant que par le passé (les promesses de faire rendre des comptes à des centaines de coupables présumés s'usent rapidement quand rien n'est fait[8]), il confère toujours un certain attrait au président, tout comme ses promesses d'une révolution restaurée par la démocratie directe. Considéré dans son ensemble, cet « archipel de textes et de personnalités », pour reprendre l'expression de Tocqueville, fournit indéniablement une vision, fût-elle hallucinatoire, du monde tel qu'il est et tel qu'il devrait être. En exploitant différentes veines du sentiment populaire, ces incursions dans l'idéologie ont sans aucun doute contribué non seulement à l'ascension de Saïed, mais aussi à l'échec de l'opposition à s'unir ou à reconquérir le corps politique par la suite.

Tout cela, cependant, ne change rien au fait que Saïed et ses alliés n'ont ni l'ambition ni les moyens nécessaires à la construction d'un sujet (contre)révolutionnaire. Les initiatives d'influence de la population, pour autant qu'on puisse les appeler ainsi, se limitent aujourd'hui à un cyberactivisme superficiel et au prosélytisme d'al-Mouassissoun, un mouvement de fidèles qui a contribué à l'ascension de Saïed, mais a perdu plutôt que gagné en énergie depuis l'arrivée au pouvoir de sa mascotte.[9] Les messages du régime, quant à eux, s'appuient sur des discours méandreux prononcés dans une langue, l'arabe classique, que la grande majorité de la population tunisienne ne comprend pas.[10] Les apologistes de Saïed dans les médias sont, bien sûr, nombreux, et leur travail de diffusion de ses cadres idéologiques ne doit pas être sous-évalué. Ceux qui pourraient présenter une alternative trouvent également de moins en moins d'espace pour faire valoir leur point de vue : l'entrée en 2023 a vu des figures d'opposition (y compris des journalistes) arrêtées avec un entrain croissant, et les restrictions de l'expression – la plus inquiétante consistant dans le décret-loi 2022-54, censé lutter contre la propagation des « fausses nouvelles » – sont très efficaces.

La lassitude politique poussant les organes de presse à but lucratif à privilégier le spectacle des émissions sportives ou de divertissement, et les réseaux sociaux devenant un vecteur de harcèlement policier, même les technologies de contestation idéologique sont devenues inhospitalières.[11] Pour autant, l'image qui ressort demeure en fin de compte celle d'un président davantage dans la répression que dans la contre-proposition idéologique. La rumeur, qui circulait à partir du printemps 2023, d'un retour du ministère de l'Information pourrait augurer d'un changement à cet égard[12] D'ici là, cependant, on ne peut pas dire que Saïed et consorts soient capables d'ancrer leur pot-pourri de griefs, d'explications et de réponses dans la conscience collective : l'absence de public dans les forums censés incarner le « gouvernement du peuple » du président – la consultation en ligne sur la nouvelle Constitution, le référendum portant sur cette même Constitution, les deux tours de l'élection de l'Assemblée des représentants du peuple organisés au cours de l'hiver 2022-2023 – le montre bien.

■ [8] La plupart des déclarations, assez absurdes, de Saïed sur la corruption s'appuient sur un rapport publié en 2011 par la Commission nationale d'investigation sur la corruption et la malversation. La commission était présidée par Abdelfattah Amor, mentor de Saïed et apologiste de longue date de Ben Ali ; elle désigne nommément quatre cent soixante hommes d'affaires comme coupables de s'être accaparé 10 milliards de dollars de biens mal acquis.

[9] Sur les origines d'Al-Mouassissoun, lire Khadija Mohsen-Finan, « Tunisie. La toute-puissance du président Kaïs Saïed », *Orient XXI*, 8 février 8, 2022. Sur les cyberactivistes de Saïed, lire Habib Lassoued, « How social media helped Kaïs Saïed beat the competition », *The Arab Weekly*, 9 septembre 2019.

[10] Haifa Souilmi, « A tale of two exceptions: everyday politics of democratic backsliding in Tunisia », *The Journal of North African Studies*, 2023.

Comme le note Haifa Souilmi, même si beaucoup d'auditeurs ne peuvent comprendre l'arabe classique de Saïed, un nombre considérable d'entre eux témoignent que les discours contribuent à grandir leur perception du président.

[11] Rihab Boukhayatia, « Chaînes TV Tunisiennes : Dépolitisation en marche », *Nawaat*, 28 mars 2023

[12] *Africa Intelligence*, « Kaïs Saïed mulls reviving information ministry », rapport, 24 avril 2023.

Quand Saïed réprime la libre expression

Le régime Saïed a ciblé les journalistes avec un entrain croissant ces derniers temps. Au cours des six premiers mois de 2023, le régime s'est appuyé sur la législation relative à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme, en plus du décret-loi sur la cybercriminalité, pour arrêter et inculper six journalistes. Depuis 2021, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a recensé 21 cas de violations des droits de l'homme à l'encontre de journalistes. L'accès des journalistes aux affaires du gouvernement a également été restreint. En juin, la presse a été interdite de couvrir les réunions des commissions de la nouvelle Assemblée des représentants du peuple. Le même mois, une décision judiciaire interdisait à la presse de couvrir les procès des deux douzaines d'opposants politiques que le régime accuse actuellement de « complot contre les affaires de sécurité de l'État ».

Il semble que le régime soit désormais en train de préparer le terrain pour une réglementation complète de l'expression. La publication du décret-loi susmentionné sur la cybercriminalité est essentielle à cet égard. Annoncé en septembre 2022, le décret-loi 54 fait de la propagation des « fausses nouvelles » une infraction pénale. Dans la mesure où ce qui constitue une fausse nouvelle est soumis à l'interprétation des autorités, le décret-loi a doté Carthage d'un outil extrêmement malléable pour contrôler l'expression.

L'autocratie d'un juriste

Tout comme l'indifférence aux questions de légitimité rend l'autocratie tunisienne peu conforme aux typologies existantes, de même l'approche du président en matière d'institutionnalisation du pouvoir se révèle tout à fait singulière.

L'approche de Kaïs Saïed d'une gouvernance plus ou moins par décret découle d'une interprétation legaliste et littérale de l'adage bourguibien : « Quel système ? Je suis le système ! » En effet, tous les sites gouvernementaux autrefois indépendants du cabinet présidentiel ont été soit fermés, soit réquisitionnés au cours des deux dernières années. Le parlement de 2019 a été gelé le 25 juillet 2021, puis dissous en mars 2022. Les ambiguïtés juridiques concernant la chaîne de commandement militaire ont été levées avec l'autonominisme de Saïed en tant que commandant en chef en mai 2021. L'autonomie du pouvoir judiciaire et de son personnel a été supprimée par un certain nombre de manœuvres brutales en 2022. Des institutions indépendantes telles que l'Instance tunisienne de lutte contre la corruption (INLUCC) ont été fermées ou non renouvelées à l'expiration de leur mandat.

En exploitant également les échecs législatifs du passé, récent et plus lointain, et en définissant les paramètres constitutionnels de l'état d'urgence à travers des formulations lâches, la présidence tunisienne s'est ainsi transformée en souverain schmittien par excellence.[13] De plein droit, Saïed est désormais la loi et ce qui est au-dessus de la loi. L'État, quant à lui, a été refondu en instrument administratif de son pouvoir. La création de nouveaux organes législatifs et municipaux en 2023, représentatifs dans la seule théorie, n'a été que la réaffirmation de cette dynamique. La nouvelle chambre basse du parlement – l'Assemblée des représentants du peuple mentionnée plus haut – a été, du fait de la réécriture unilatérale de la loi électorale par Saïed en septembre 2022, empêchée d'accueillir une opposition organisée[14] – ce qu'a par la suite encore mieux garanti la prise de contrôle par la présidence de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE). La Chambre haute, qui devrait siéger sous peu, et les organes qui en dépendent, les conseils locaux, ont été conçus de la même manière pour empêcher la cristallisation de la contestation.

Le nouveau système parlementaire tunisien

La docilité de la chambre basse du parlement a été obtenue grâce à la réécriture de la loi électorale par Saïed en septembre 2022. En substance, les révisions du président ont mis fin au scrutin de liste et à la représentation proportionnelle basée sur les partis (système D'Hondt), ainsi qu'aux règles de financement des campagnes et aux critères d'éligibilité (cessation du financement public des campagnes et inéligibilité de toute personne accusée d'avoir enfreint la loi). Elles permettent de destituer les députés si dix électeurs leur retirent leur confiance. Dans les faits, ces dispositions ont rendu les partis politiques inutiles sur le plan législatif, et fait de la chambre basse un organe d'enregistrement automatique peuplé de personnes prédisposées à refuser toute action indépendante (réunir les dix électeurs nécessaires pour démettre un député ne requiert pas beaucoup d'organisation). Les effets de cette transformation sont observables dans la composition et la direction actuelles de l'Assemblée des représentants du peuple. La session élue par 11,4 % de l'électorat à la fin du mois de janvier 2023 est plus âgée et plus masculine que les précédentes. Le plus grand bloc de députés est une coalition d'anciens membres de Nidaa Tounes, unis par opportunisme autant que par leur réticence à s'en prendre à Carthage. Juste en dessous se trouve une troupe d'hommes de gauche pro-Saïed,[15] tandis que le président en exercice de la chambre, l'avocat vieillissant Ibrahim Bouderbala, n'est rien d'autre qu'un fidèle serviteur du pouvoir.[16]

Il ne faut pas non plus s'attendre à ce que la chambre haute du parlement (le Conseil national des régions et des districts, CNRD), qui doit bientôt siéger, et ses organes annexes, les conseils locaux, accueillent des délibérations ou des dissensions significatives. Dans leur conception même, ces organes trouvent leur inspiration dans l'attrait de Saïed pour le Grand Conseil de la fin de la période coloniale. Les dispositions obscures qui régissent la composition de la chambre haute suggèrent qu'elle servira de contrepoids loyaliste à la chambre basse dans le cas improbable où cette dernière deviendrait récalcitrante. La combinaison d'une part du redécoupage des districts et d'autre part des pouvoirs de contrôle accordés aux fonctionnaires nommés par l'État laisse en outre présager que les conseils locaux pourraient devenir les vecteurs de pratiques clientélistes.[17]

[13] L'article 8 du Code de la justice militaire de 1957, la loi no 26 de 2015 relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent, et les articles 67, 71, et 128 du Code pénal sont notamment des textes clefs en la matière.

[14] Sarah Yerkes et Mohammad al-Mailam, « Tunisia's new electoral law is another blow to democratic progress », *Commentary*, Carnegie Endowment for International Peace, 11 octobre 2022.

[15] Alliance pour la sécurité et les libertés, « 600 jours après l'article 80 : de l'état d'exception à l'instauration de l'autocratie », rapport, 2023.

[16] Frida Dahmani, « Dix choses à savoir sur Brahim Bouderbala, le président de la nouvelle Assemblée tunisienne », *Jeune Afrique*, 16 mars 2023.

[17] Mahdi Elleuch, « Saïed completes "bottom-up construction" on the rubble of democracy and decentralization », *The Legal Agenda*, 26 avril 2023.

Une autocratie sans politique

Si l'étendue des changements institutionnels esquissés ci-dessus est frappante, l'une des composantes les plus remarquables de l'approche de Saïed en matière d'institutionnalisation – et l'une des composantes, à nouveau, de son originalité en comparaison de ses homologues internationaux – est son relatif mépris pour la politique. On peut certes s'intéresser à la stratégie derrière la création des conseils locaux, de même qu'à la criminalisation de la contestation par le président et à l'incarcération de l'opposition : tout cela est très politique. Dans le même temps, Kais Saïed fait preuve d'un désintéret affirmé lorsqu'il s'agit de créer ou de réquisitionner le type d'institutions sur lesquelles les autocrates se sont historiquement appuyés pour coopter les élites, résoudre les différends entre les membres de leur coalition, rassembler des informations sur les citoyens et attacher les différents groupes sociaux à l'État.

Ce désintéret peut être attribué à la défiance idéologique de Saïed pour l'intermédiation et au dédain particulier qu'il cultivait pour les institutions représentatives de la période post-2011. Animé de telles dispositions, Saïed a, à ce jour, refusé de créer son propre parti politique, de s'associer formellement à un parti existant, ou de conférer à toute autre arme institutionnelle les ressources nécessaires pour servir des fonctions politiques à destination des élites ou de la population.

Le président a également dédaigné les autres canaux disponibles pour donner un ancrage institutionnel à son régime au sein des réseaux élitaires ou populaires. Bien qu'il ait occasionnellement rencontré le chef de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (UTICA), Saïed a visiblement affaibli les liens sinueux, formels comme informels, qui attachaient auparavant l'État aux fractions les plus influentes du capital. En outre, le Président a consciencieusement détruit les arrangements corporatistes qui, depuis le départ de Ben Ali, avaient amené les gouverneurs, le patronat et les syndicats à aligner leurs positions assez régulièrement. En repoussant les propositions de la centrale syndicale (UGTT) et de ses partenaires de la société civile – principalement l'Ordre national des avocats de Tunisie (ONAT), la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) et le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES) – de créer une nouvelle instance délibérative pour redéfinir le cap de l'après-2021, c'est aussi un nouvel espace de manœuvre politique qu'il aurait pu exploiter que Saïed a choisi de ne pas ouvrir. Le résultat en a été la transformation de la politique tunisienne en un vide institutionnel : une sorte de Jamahiriya libyenne sans le ciment tribal, et sans recettes pétrolières.

Naturellement, les effets de tout cela sont divers et profonds. Ils se manifestent peut-être le plus immédiatement dans l'incapacité du président à élargir son cercle de conseillers principaux au-delà de l'étroit cénacle d'amis avec lesquels il est entré à Carthage en 2019 : Ridha Chiheb Mekki, Sonia Charbti, le mari cette dernière (et actuel ministre de l'Intérieur) Kamel Fekhi, et le frère de Saïed, Naoufel, restent sur leurs perchoirs, sans qu'aucun acteur lié à une base sociale indépendante n'y ait été intégré. Des efforts visant à accoucher d'une nouvelle élite politique militarisée peuvent bien être en cours – comme en témoigne la nomination fréquente par Saïed d'officiers militaires à des postes de ministres et de gouverneurs^[18] –, ils ne procèdent pas d'une stratégie systématique.

■ [18] Africa Intelligence, « Kais Saïed fills his regime's top posts with military men », rapport, 17 février 2023

Le vide institutionnel créé par Saïed lui-même peut également témoigner des difficultés du régime à intégrer des rivaux potentiels et à maintenir la cohésion des élites. Sur le premier point, on doit reconnaître le succès de l'élévation de l'ancien membre du bureau exécutif de l'UGTT, Mohamed Ali Boughdiri, au poste de ministre de l'Éducation en janvier – un homme engagé dans une querelle de longue date avec le secrétaire général de l'UGTT, Nouredine Taboubi. Il en va de même pour les plans de Saïed pour faire monter ses alliés depuis les tansiqiyat – les comités de coordination qui ont proliféré en 2020, et dont les actions ont eu pour principal résultat de donner des emplois aux jeunes hommes qui les dirigeaient[19] – jusqu'à des postes de pouvoir au sein du Conseil national pour les régions et les districts, et des conseils locaux.[20] Mais il s'agit finalement là d'exceptions qui confirment la règle de l'immobilisme généralisé.

Un éclatement des élites

Ce même manque de rigueur prévaut lorsqu'il s'agit de préserver la cohésion des élites. Les preuves en la matière ne manquent pas. Les licenciements et démissions en série épuisent régulièrement la liste des lieutenants de confiance du président (Othman Jerandi, Taoufik Charfeddine et Nadia Akacha, pour ne citer que trois exemples marquants). Le changement incessant de ministres et autres hauts fonctionnaires a déstabilisé le milieu de la politique économique tunisienne : au cours de la seule année 2023, la ministre de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines, Neila Gongji, et la ministre du Commerce et du Développement des exportations, Fadila al Rabhi, ont été démisées de leurs fonctions, tandis que le principal conseiller économique, Hassan Bedhief, a discrètement quitté son poste, que le gouverneur de la Banque centrale, Marouane Abassi, a été menacé, et que le ministre de l'Économie et de la Planification, Samir Saïed, a fait l'objet d'humiliations publiques régulières.

On pense aussi aux défections observées au cours du processus de réécriture de la Constitution, qui s'est déroulé dans l'indifférence générale : Sadok Belaid lui-même, trié sur le volet par Kaïs Saïed pour superviser son Comité national constitutif pour la nouvelle République après avoir participé au blanchiment intellectuel du coup d'État de juillet 2021, a dénoncé le projet de Constitution proposé par le président.[21] On pense aussi bien sûr au malaise croissant des grands hommes d'affaires face à la situation, qu'une simple lecture de la presse financière tunisienne suffit à constater.

La création d'un vide institutionnel par Saïed a également sapé les capacités de son régime à nouer des alliances politiques. À cet égard, l'exemple le plus instructif est peut-être celui des relations du Président avec la gauche panarabe. Alors qu'il comptait parmi ses plus fervents soutiens, les frustrations et les désaccords sur les obsessions constitutionnelles du président ont provoqué l'éclatement du parti Watad et son boycott du référendum du 25 juillet.[22]

■ [19] Khaled Hedoui, « 'Coordination committees' overshadow parties, unions in Tunisia », *The Arab Weekly*, 5 mai 2020.

[20] Entretien, Tunis, juin 2023.

[21] Frida Dahmani, « Tunisie: ce qu'il faut savoir sur Sadok Belaid, président de la commission pour la nouvelle République », *Jeune Afrique*, 22 juin 2022 ; « Nouvelle constitution en Tunisie : Sadok Belaid clashe avec Kais Saïed », *Middle East Eye*, 4 juillet 2022.

[22] « Watad : Un parti, deux congrès, deux SG et deux instances dirigeantes », *Espace Manager*, 1er mai 2023.

« Tunisie : le parti al Watad annonce qu'il boycottera le référendum du 25 juillet », *Kapitalis*, 18 juillet 2022.

Embarrassée par le désenchantement croissant de la population et irritée par les technocrates dont il a truffé son gouvernement[23], la jeune garde du Mouvement Echaab et de Harak 25-Juillet a également commencé à prendre ses distances avec le président l'hiver dernier.[24] Avec la brusque démission d'Abderazak Khallouli de son poste de président du bureau politique et le départ du porte-parole Mahmoud ben Mabrouk en mai, Harak 25-Juillet effectivement implosé.[25] Par ailleurs, dans la mesure où c'est la gouvernance lourde et incohérente de Kais Saïed qui a forcé la direction nationale de l'UGTT à adopter une posture plus conflictuelle au début de cette année, il est évident que le refus de Saïed de bâtir des institutions a également contribué à la fin de sa période de détente avec les acteurs non partisans.

Enfin, l'anti-institutionnalisation a des répercussions sur les liens entre le régime et la population dans son ensemble. En dehors de la consultation en ligne plutôt pathétique organisée dans le cadre de la réécriture de la Constitution, le positionnement anti-intermédiation de Saïed a conduit à l'absence de mécanisme permettant de faire entrer son projet en interaction régulière avec « le peuple ». Sans bureaux locaux ou autres espaces permettant de participer à sa « démocratie par le bas » et alors que les conseils locaux semblent destinés à devenir des machines clientélistes vidées de toute substance, il ne semble pas exagéré d'affirmer que Saïed et son régime ne disposent d'aucune existence substantielle dans la société, leur seule tête de pont étant celle de l'État lui-même.

La Tunisie, d'un autocrate à l'autre

Pour estimer l'étrangeté de l'approche de Kais Saïed en matière d'institutionnalisation, il suffit de se rappeler la méthode du dernier autocrate tunisien, Zine al Abidine Ben Ali. Comme le montre le récent ouvrage d'Anne Wolf, *Ben Ali's Tunisia: Power and Contention in an Authoritarian Regime*, l'une des premières actions entreprises par Ben Ali après avoir accompli son coup d'État contre Habib Bourguiba a été la prise de contrôle progressive mais résolue du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). Avec le temps, il a su tirer parti des changements de protocoles et d'une série d'interventions idéologiques pour évincer la vieille garde des doyens du parti, faciliter l'ascension de membres personnellement et politiquement liés à son propre destin et accroître le rôle du parti comme arbitre des problèmes sociaux du quotidien. Il est certain que le RCD de Ben Ali a perdu beaucoup d'attrait auprès des apparatchiks du parti et du public à la fin des années 2000. Pour autant, jusqu'à sa fin, le parti a perduré en tant qu'outil organisationnel pour surveiller, ordonner, interagir avec la société. Au moment du déclenchement des soulèvements de 2010-2011, 39,1 % des habitants de Sidi Bouzid, l'un des points névralgiques de la révolution, étaient membres du parti.[26] Le contraste en matière de présence organisationnelle avec le régime de Saïed ne saurait être plus frappant.

■ [23] « Tunisie : Le Harak du 25 juillet appelle à 'assainir' l'administration », *Agence Tunis Afrique Press*, 24 mai 2023.

[24] Abdelkrim Dermerch, « Paysage politique : le mouvement Echaab se rebiffe... », *La Presse.tn*, 23 décembre 2022.

[25] « Abderazak Khallouli démissionne du bureau politique de Harak 25-Juillet », *Business News*, 26 mai 2023.

[26] Anne Wolf, *Ben Ali's Tunisia: Power and Contention in an Authoritarian Regime*, Oxford University Press, 2023, p. 3.

Ces constats ne manquent pas de plonger l'observateur dans une certaine perplexité. D'une part, le régime de Saïed ne s'engage ni dans la mobilisation (horizontale) ni dans l'organisation (verticale) qui constituent les préoccupations quotidiennes d'un gouvernement stable dans tout système politique. D'autre part, il opère d'une manière qui semble contraire aux principes et pratiques qui définissent l'autocratie. Comme l'a fait valoir Johannes Gerschewski, de même que la démocratie peut être considérée comme un système d'incertitude organisée, les autocraties se distinguent par leur quête incessante du contraire : par leurs tentatives de cultiver et de préserver une « certitude organisée ». En règle générale, cet objectif est poursuivi par des efforts pour stabiliser chaque point faible potentiel, anticiper chaque éventualité, connaître le positionnement de chaque acteur à tout moment, et façonner les incitations et les contraintes de manière à ce qu'il n'y ait pas d'autre possibilité que l'obéissance.[27]

Comme l'atteste notre étude, cependant, de tels efforts sont rares dans la Tunisie de Kaïs Saïed. Certes, la répression de la contestation, le contrôle de la sphère publique et la construction juridique d'une super-présidence renforcent, dans une certaine mesure, la certitude de la persistance du régime. Néanmoins, l'irrationalisme de Saïed, son penchant pour la prise de décision ad hoc et sa résistance à la politique institutionnalisée ont en réalité fait de l'incertitude l'attribut déterminant de son règne.[28]

Comparer pour mieux comprendre : le populisme de Saïed mis en perspective

Les originalités du régime tunisien actuel en matière d'institutionnalisation, comme l'indifférence à construire sa légitimité par des résultats ou par l'idéologie, semblent en faire un carré impossible à faire entrer dans le rond de l'autocratie. Comment, alors, donner un sens au projet de Saïed ?

Pour mieux comprendre la nature et les possibles devenirs de l'actuel dirigeant de Carthage, peut-être faut-il mettre Saïed et son régime en rapport avec un second phénomène politique : le populisme de droite contemporain. Il est difficile de contester que Saïed soit une expression de ce phénomène : il s'identifie comme un populiste, se complaît dans une construction manichéenne, caractéristique du populisme, qui oppose l'élite au peuple, et se considère comme le peuple incarné, ainsi que le montre une abondante littérature.[29] Comme d'autres populistes de droite, Saïed a également accédé au pouvoir par des moyens démocratiques et, en tant que tel, doit continuer à formuler sa prétention à gouverner dans le cadre de référence de la démocratie – variable qui différencie le président tunisien de certains des régimes autocratiques évoqués précédemment, et qui explique pourquoi la réflexion sur l'autocratie est moins éclairante sur le règne de Saïed qu'on pourrait s'y attendre. Cela étant, comparer Kaïs Saïed à d'autres populismes de droite permet d'identifier des modèles et des tendances susceptibles de nous renseigner sur le caractère et le devenir de son régime.

■ [27] Johannes Gerschewski, *The Two Logics of Autocratic Rule*, Cambridge University Press, 2023.

[28] Sur le caractère improvisé de l'approche de Kaïs Saïed, lire Nidhal Mekki, « From 'big plans' to improvisation: where is the new Tunisian constituent process headed? », *ConstitutionNet*, 29 avril 2022.

[29] Voir par exemple Hatem Nafiti, *Tunisie : vers un populisme autoritaire ?*, Riveneuve, 2022 ; Malel Lakhhal, « The ghost people and populism from above: the Kais Saïed case », *Commentary, Arab Reform Initiative*, 23 mars 2022.

Les piliers du populisme de droite contemporain

Si l'on examine le paysage du populisme de droite contemporain, on constate que ses expériences réussies – que l'on définira ici par leur longévité au pouvoir – partagent un certain nombre de caractéristiques essentielles. L'une d'entre elles est l'aptitude à organiser les masses. Prenons l'exemple de Recep Tayyip Erdoğan et de l'AKP. L'erdoganisme ne s'est jamais découplé du mouvement de masse qui a favorisé son ascension. À maintes reprises, il s'est montré capable, par l'intermédiaire de ses organes officiels comme officieux, de galvaniser un bloc électoral victorieux, certes, mais aussi de rassembler massivement dans les rues, et même de mobiliser des forces paramilitaires dans les moments de crise existentielle.[30] Bien que leurs capacités ne soient pas aussi bien rodées, Viktor Orban et son parti Fidesz, autre porte-drapeau d'un populisme de droite très performant, font également preuve de facilités évidentes en matière d'organisation des masses : en se coordonnant sous l'égide du Forum de coopération civile, Orban et consorts se sont imposés dans l'univers de centaines de milliers de conservateurs chrétiens, ont établi une domination récurrente dans les urnes et rassemblé des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes dans leurs manifestations.[31]

La deuxième caractéristique commune aux populistes de droite de premier plan est la détermination (mais pas toujours la perspicacité) dont ils font preuve pour mettre en place une coalition de croissance. À Budapest, Orban a nationalisé un grand nombre d'industries qui servaient le marché intérieur – principalement des entreprises des secteurs de la banque, de l'énergie, des transports en commun et des télécommunications – et a ensuite redistribué les actifs acquis pour cultiver une classe d'hommes d'affaires qui lui soient fidèles.[32] Une fois ce flanc politique assuré, lui et son parti se sont occupés des besoins de développement du pays en adoptant une approche conciliante à l'égard des multinationales (principalement les constructeurs automobiles) responsables des revenus d'exportation de la Hongrie. À Ankara, les premières années de l'erdoganisme ont vu l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs anatoliens susceptibles de rivaliser avec la fraction laïque du capital basée à Istanbul et le long de la côte égéenne. Par la suite, Erdoğan et ses alliés se sont de plus en plus tournés vers des mesures étatistes – d'abord par le biais d'une politique de crédit (interventions rendues possibles par la prise de contrôle de la banque centrale), puis par la formation d'un fonds souverain et l'investissement direct de l'État dans l'environnement bâti – afin de stimuler la croissance. Les efforts d'Erdoğan se sont bien sûr soldés par un échec, comme l'ont révélé l'effondrement de la livre turque et les événements tragiques de février 2023, où le modèle économique fondé sur la construction de mauvaise qualité et la déréglementation des codes du bâtiment a été réduit à néant par un tremblement de terre.[33] Toutefois, malgré les horreurs subies, les efforts déployés par Erdoğan pour mettre en place une coalition de croissance par des moyens détournés ont, tout comme ceux d'Orban, continué à porter leurs fruits sur le plan politique, comme l'ont montré de manière éclatante les élections du printemps 2023. Tout en menant le pays au bord d'une implosion à la libanaise, même le régime d'Abdel Fatah el-Sisi a fait preuve de volontarisme dans la mise en place d'une coalition de croissance : en s'appuyant sur les lignes de crédit fournies par les prêteurs étrangers et les épargnants nationaux, les generalissimos égyptiens ont transféré des milliards dans les poches des entreprises militaires – la fraction du capital la plus privilégiée par le régime – et des entrepreneurs occidentaux et chinois, ce qui a permis de soutenir l'expansion économique pendant un certain temps.[34]

■ [30] Cihan Tugal, « The strengths and limits of neoliberal populism: the statism and mass organisation of contemporary rightwing regimes », *Contemporary Politics*, 2023, pp. 9-12.

[31] Bela Greskovits, « Rebuilding the Hungarian right through civil organization and contention: the civic circles movement », Working Paper, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University Institute, 2017.

[32] Mitchell Orenstein et Bojan Bugarcic, « Work, family, fatherland: the political economy of populism in central and eastern Europe », 'Europe in Question' Discussion Paper Series, LSE, 163, décembre 2020 ; Katherina Bluhm et Mihai Varga, « Conservative developmental statism in east central Europe », *New Political Economy*, 4, 2020.

[33] Malihé Razazan and Mira Nabulsi, « Interview with Cihan Tugal », Podcast: *Voices of the Middle East and North Africa*, April 2023.

[34] Colin Powers, « Paving a road to perdition: Abdel Fatah el-Sisi and the drivers of Egypt's economic ruin », Rapport, Rosa Luxemburg Foundation, août 2023.

La troisième et dernière caractéristique commune aux chefs de file du populisme de droite est l'habileté avec laquelle ils pratiquent l'État-providence ciblé. Dans de nombreux contextes, le ciblage suit une boussole nativiste et/ou chauviniste. Le Parti populaire danois s'appuie sur l'exclusion des réfugiés et des migrants des prestations de l'État pour s'attirer le soutien d'une fraction précaire des classes populaires.[35] Les politiques d'Orban, quant à elles, limitent les prestations sociales aux foyers ayant un emploi : en excluant les mères célibataires, les chômeurs et d'autres populations vulnérables, ce choix permet au Fidesz de mettre en avant son conservatisme en matière de valeurs familiales et de consolider ainsi sa base.[36] Dans d'autres contextes, le ciblage de l'aide sociale obéit à des logiques religieuses, mais pas moins politiques. Tout au long des deux décennies de règne d'Erdoğan, lui et son parti ont progressivement démantelé le système de sécurité sociale qui fournissait auparavant à la main-d'œuvre formelle différentes formes d'assurances ; ce faisant, Erdoğan a puni un groupe social perçu comme d'obédience laïque et de gauche. Dans le même temps, l'erdoganisme a financé et étendu les opérations d'aide menées par des organisations islamiques de la société civile telles que le Fonds de secours humanitaire, des organisations dont les services privilégiaient les pauvres du secteur informel et faisaient de ces milieux une tête de pont pour l'AKP. Quelle que soit la forme qu'il revêt, l'État-providence ciblé représente ainsi une arme de choix dans l'arsenal des populistes de droite.

Le populisme de pacotille de Kaïs Saïed

De cette rapide évaluation du projet de Kaïs Saïed, il paraît clair que celui-ci est fait d'une étoffe différente de celle des populismes qui se sont durablement établis en ce XXI^e siècle. En termes d'organisation des masses, l'action du président est légère. Il existe certes un lien, idéologique ou autre, avec les auteurs des exactions menées contre des populations africaines noires à Sfax et ailleurs. Les contacts directs avec les membres des tansiqiyat évoqués plus haut sont également réguliers.[37] Néanmoins, ces initiatives, comme quelques autres, n'intègrent pas le caractère proprement massif qu'implique l'organisation des masses. Dans la mesure où le travail d'organisation lui-même est loin d'être rationalisé et routinisé, on peut conclure que les efforts de Saïed sur ce front sont qualitativement moins importants que ceux d'Erdoğan et consorts.

Les engagements de Saïed et sa capacité à configurer une coalition de croissance peinent également à atteindre le niveau de la fine fleur internationale du populisme de droite. La réduction du taux normal de l'impôt sur les sociétés à 15 % en 2022 peut apparaître comme une tentative de séduction des milieux d'affaires, bien que dans un contexte où l'État consent depuis longtemps à l'évasion fiscale, son intérêt se révélait plus théorique que réel. La mesure manque également d'un mécanisme discriminatoire, qui est la clé du recrutement des alliés d'Orban et d'Erdoğan. Une fraction du capital national a certes tiré son épingle du jeu pendant le mandat tumultueux de Kaïs Saïed. Le secteur bancaire a enregistré des bénéfices quasi-records en 2022 et 2023 : pour les grands actionnaires qui perçoivent des dividendes annuels, la douleur de la Tunisie a été une douceur.

Cependant, dans la mesure où ces parties ont dû accepter des risques considérables en devenant le principal créancier de l'État (et en subissant des dégradations significatives des notations de crédit de leurs banques) en échange de leur sinécure, il n'est pas évident qu'elles soient même désireuses de bénéficier du saïedisme économique. Certains des grandes holdings familiales tunisiennes – notamment Amen Groupe, le Groupe Horchani, le Groupe Mabrouk et le Poulina Group – ont également bien résisté aux deux dernières années en continuant à exploiter les vides juridiques de la législation fiscale et en se livrant à des stratagèmes d'évasion, légaux ou non.[38]

■ [35] Christian Lyhne Ibsen, « Business responses to populism in Denmark: between loud voice and implicit loyalty » in Magnus Feldman and Glenn Morgan (dir.), *Business and Populism: The Odd Couple*, Oxford University Press, 2023.

[36] Tugal, 2023, p. 12.

[37] Entretien, juin 2023.

[38] Entretien, juin 2023

Mais le fait que ce groupe social restreint ait bénéficié du pouvoir de Saïed ne signifie pas pour autant qu'il ait été incorporé dans un partenariat implicite. Après tout, les entreprises en question prospèrent grâce à des arrangements préexistants et non du fait de l'aide discrétionnaire de Saïed.

En outre, dès que l'on s'éloigne de ces espaces économiques, la situation devient universellement difficile et la courtisanerie n'est plus de mise. Peu convaincus par les politiques industrielles éculées mises en place et préoccupés par les pertes en capital que pourraient entraîner les dévaluations monétaires, de nombreux acteurs traditionnels de l'industrie manufacturière tunisienne conservent leurs dollars à l'extérieur du pays, vers où sont également dirigés leurs flux d'investissement.[39] Réticents à saisir la main qui leur était tendue, ceux qui ont été concernés par la Loi de réconciliation pénale de Saïed – introduite par décret et destinée à attirer des milliards en offrant l'amnistie pour d'anciens crimes en échange de nouveaux investissements – ont préféré refuser la perspective de devenir la nouvelle bourgeoisie nationaliste de Carthage.

Craignant des enquêtes criminelles forgées de toutes pièces pour thésaurisation de stocks et pressés par les pénuries provoquées par le manque de monnaies fortes, les commerçants en gros et de détail qui desservent le marché intérieur cessent de garder des stocks, ce qui entraîne une volatilité quotidienne pour leurs entreprises et une pénurie de biens pour les consommateurs.[40] Les moyennes, petites et microentreprises, quant à elles, sont exclues du marché du crédit en raison de l'ampleur des emprunts d'État, et se voient ainsi menacées dans leur existence même : une enquête menée par l'Association tunisienne des petites et moyennes entreprises révèle que les banques exigent des garanties à des taux équivalant à 200 à 400 % des revenus annuels demande qui conduit la grande majorité des chefs d'entreprise à se voir refuser un prêt – et montre que plus de deux entreprises de ce type sur trois ont maintenant cessé leur activité.[41] On peine à imaginer un niveau de partenariat plus faible que celui-ci – sans compter les références incessantes de Saïed aux traîtres anonymes qui s'accaparent les richesses du pays. Si l'on ajoute à cela la diminution des investissements que Saïed a induite par ses relations schizoéphrènes avec sa propre équipe de politique économique, on constate qu'au lieu de stabiliser son pouvoir par la croissance, il le déstabilise par un dysfonctionnement tous azimuts.

Les tentatives de Saïed en matière d'État-providence ciblé ne semblent pas au niveau de ses pairs elles non plus. Avec le retour de la migration en tête de l'agenda européen, il est possible que les négociateurs tunisiens obtiennent un prêt du FMI sans avoir besoin de réduire les subventions à court terme, ce qui constituerait une sorte de victoire pour Saïed en matière de politique d'aides sociales. Toutefois, dans la mesure où les politiques de subvention préexistent au président et sont, par définition, de nature non discriminatoire, on se demande comment une telle victoire, si elle devait se produire, pourrait lui assurer les gains politiques qu'Orban et Erdoğan ont obtenus à travers leur pratique sélective de la carotte et du bâton selon le type de travailleurs visés. De plus, en dehors des subventions, le bilan du régime se résume à beaucoup de belles paroles. Le décret-loi 2020-33, censé aider les auto-entrepreneurs à formaliser leur activité – et donc à accéder au système d'assurance sociale – est miné par une mauvaise conception. Il a, par conséquent, suscité très peu d'intérêt parmi la population à laquelle il devrait profiter.[42]

Les lois budgétaires annuelles adoptées pendant le mandat de Kaïs Saïed, quant à elles, ont comporté peu de mesures en faveur des moins fortunés, tout en comprenant d'innombrables exceptions pour les riches.[43] Si l'on ajoute à cela des dispositions insuffisantes pour les services publics (y compris l'éducation), il paraît clair que le budget du régime n'a pas été conçu dans le but d'élever un segment du précaire à la manière d'Erdoğan.

[39] Entretien avec un homme d'affaires tunisien, juin 2023.

[40] International Crisis Group, juin 2022.

[41] « L'hécatombe des PME tunisiennes face au silence de l'État », *Business News*, 13 juin 2023.

[42] Colin Powers, « The Political Economy of Social and Health (In)Security: Missing Growth, Policy Failure and Old Bargains Come Home to Roost in Egypt, Morocco and Tunisia », *Rapport, Friedrich Ebert Stiftung*, 2023 (à paraître).

[43] Entretien avec des experts en matière fiscale, Tunis, juin 2023. Lire Sahar Mechmech, « Tax incentives: a burden on public finances », *Rapport, Al-Bawsala, Marsad Budget, et Oxfam*, 2020.

Certes, on a parlé de redistribuer les terres agricoles appartenant à l'État (ou les terres des personnes condamnées pour corruption) de manière à soutenir les jeunes chômeurs. Toutefois, à ce jour, Saïed et ses gouverneurs n'ont rien fait de concret pour y donner suite. Le décret présidentiel 2022-15 concernant les entreprises locales, supposé incarner la dimension économique de la démocratie « par le bas » de Saïed, n'a donné lieu, selon ses dernières évaluations, qu'à cinquante-huit nouvelles entreprises, dont la grande majorité se trouve dans le secteur agricole et concentrée à Sidi Bouzid, Kasserine et Gafsa.[44] Il ne s'agit donc guère d'un moyen d'intégrer les anciens chômeurs dans la coalition sociale du régime à grande échelle.

Que cela nous dit-il donc de Kais Saïed ? Tant qu'il peut payer les salaires de ses hommes en armes – enjeu impératif qui se trouve compliqué par le retard dans la rémunération des employés du secteur public depuis janvier 2022, mais qui pourrait être réglé plus aisément grâce au soutien militaire sans faille des États-Unis et au financement par l'Union européenne de l'amélioration de la sécurité aux frontières – le président est capable de durer. Cela dit, on ne peut s'empêcher de conclure des points de comparaison ci-dessus au sentiment que la maison saïediste est bâtie sur des fondations fort bancales. L'instrumentalisation du droit et la suppression de l'indépendance du pouvoir judiciaire peuvent conférer une certaine solidité à son régime. Néanmoins, du point de vue de l'économie politique et de l'organisation des masses, la situation du régime tunisien semble plus proche de celle de Jair Bolsonaro ou de Rodrigo Duterte que de celle de Recep Tayyip Erdoğan. Sans une correction de son irrationalité, sans évolution de sa politique, sans reconsidération de sa stratégie de développement, on peine à imaginer pour Kaïs Saïed la perspective d'un mandat à vie.

■ [44] Moncef Mahroug (traduction de Vanessa Szakal), « Community-based enterprises in Tunisia: mapping and overview », *Nawaat*, 21 juin 2023

3.

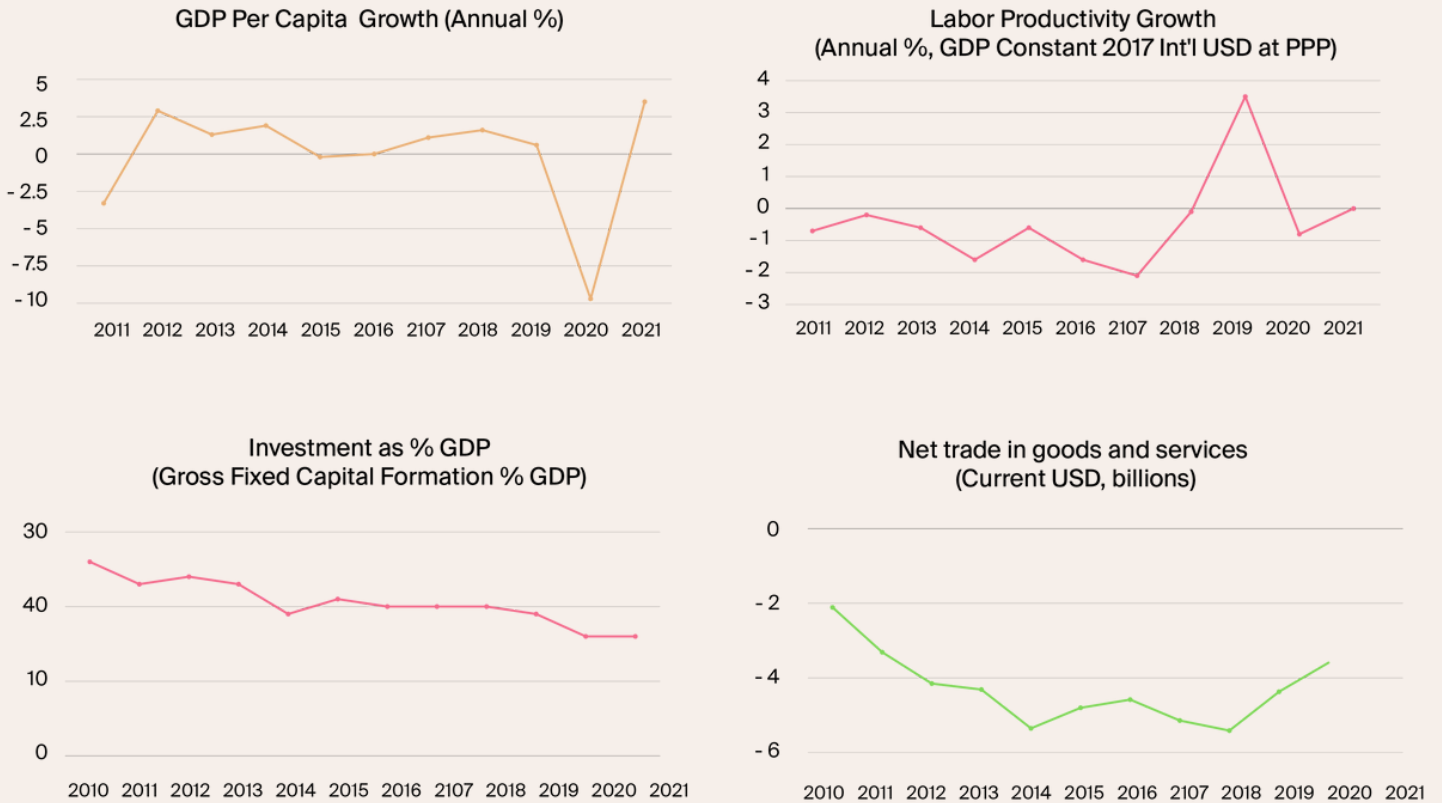
Les malheurs d'un autocrate ne font pas le bonheur des espoirs démocratiques

Les voyants d'alerte du régime de Kaïs Saïed ne sauraient pourtant être lus comme les signes annonciateurs d'une restauration démocratique. Cette vérité malheureuse est aisément saisissable par l'évaluation des facteurs qui délimitent l'horizon de l'action politique en Tunisie aujourd'hui.

Ces facteurs apparaissent plus clairement en regardant d'abord en arrière, du côté de la transition démocratique post-2011. Comme cela est désormais bien établi, de nombreuses variables ont contribué à l'échec de la transition. Certaines étaient de nature structurelle, notamment le fonctionnement de l'économie mondiale. Dès le départ, le positionnement de la Tunisie au sein des systèmes financier, monétaire et productif internationaux devait influencer la capacité de sa démocratie à répondre aux aspirations populaires d'un avenir plus prospère et équitable. Dans les faits, une position périphérique au sein des circuits financiers, des chaînes de valeur mondiales et de la hiérarchie des monnaies a créé des conditions largement hostiles à la croissance et à la redistribution. Combinées à des variables aléatoires, ces conditions ont considérablement empiré : songeons notamment à la faillite de l'État en Libye, aux attaques terroristes de 2015, à la pandémie de coronavirus et à la guerre russo-ukrainienne. Tous ces chocs ont mis à l'épreuve la macro-stabilité de la Tunisie à leur manière.

En survenant à des moments de grave faiblesse, ils ont, en conjonction avec des politiques mal conçues, assuré une sous-performance économique constante et de plus en plus profonde : selon la plupart des indicateurs, l'économie « démocratique » tunisienne se situait largement sous la ligne fixée par le régime corrompu et inefficace de la défunte période Ben Ali. Les mauvaises années s'accumulant les unes après les autres, la transition s'est retrouvée sans grande légitimité en termes de résultats.

THE TRANSITION'S ECONOMIC FAILURES IN FOUR CHARTS



Data provided by World Bank and International Labour Organization

Un système défaillant

Problématiques en soi, les déficits de légitimité en matière de résultats (*output legitimacy*) sont devenus un enjeu existentiel du fait des échecs simultanés de la transition à générer une légitimité de processus (*input legitimacy*). Ces échecs trouvent leurs causes au niveau du système comme de ses composants.

Au niveau du système, on peut distinguer trois variables. D'abord, qu'elle ait procédé de bonnes intentions ou non, la dépendance de la démocratie de transition à l'égard de gouvernements de coalition, qui peut être attribuée à l'appréciation du moment historique par les élites autant qu'à l'adoption d'un système électoral basé sur la représentation proportionnelle, a engendré un habitus problématique dans la classe politique. D'un côté, les grands partenariats forgés pour le « bien de la nation » – troïka Ennahda, Ettakol et CPR, pacte des deux zaims (Beji Caid Essebsi et Rachid Ghannouchi) ; Ennahda, Qalb Tounes et al Karama – ont favorisé la cartellisation. L'expression la plus visible en a été la distribution des ministères comme un butin de guerre et le recours à la politique du baril de porc (c'est-à-dire des pratiques de favoritisme achetant la loyauté électorale) comme facilitateur de la gouvernance. D'un autre côté, ces partenariats ont encouragé les dirigeants concernés à faire de la politique après coup, tout en permettant à toutes les parties d'esquiver la paternité des dysfonctionnements qui en découlaient. L'échec n'a pas de responsable quand tous les politiciens d'envergure y ont leur part.

La deuxième variable systémique était l'incapacité de la démocratie à fournir au public la possibilité d'une alternative élue. Cette variable découle également de la dépendance de la transition vis-à-vis de gouvernements de coalition. Tout le monde ayant mis son doigt dans le pot de confiture, personne n'était en mesure de se vendre de manière crédible comme candidat au changement au moment des élections. Pour Ennahda, ce refus d'accepter de passer un tour sur le banc de touche a conduit le parti à jouer le rôle de paratonnerre pour la colère du public.

La troisième variable au niveau du système a consisté dans la forme de concurrence politique engendrée par le système démocratique. Réduite à ses composantes primaires, cette forme de compétition combinait une confrontation toute en émotions à une absence d'opposition substantielle. Les campagnes électorales étaient constamment pleines d'animosité, et les salles du Parlement ont plus d'une fois été le théâtre de diffamations grossières et de scènes de cirque. En revanche, on observait rarement une différenciation des objectifs – ce que Kirchheimer a élégamment défini comme un « désaccord sur les objectifs ultimes de l'action politique ».[45]

Chacune de ces variables a corrodé à sa manière la « légitimité par les inputs » de la démocratie. La modalité de la pratique du gouvernement par les coalitions a non seulement réduit la responsabilité et l'efficacité du gouvernement, mais elle a également privé les électeurs de leur capacité à engager des changements par la voie des urnes. Avec le temps, les défauts des gouvernements en place sont devenus indissociables de ce qui était perçu comme des défauts de la démocratie comme système politique. En outre, en s'appuyant si fortement sur les échanges de faveurs, ouverts ou en coulisses, le coalitionnisme tunisien a favorisé l'obsession du public, qui se trompait un peu de cible, pour la corruption : cette fixation ouvrirait, entre autres, la porte à la croisade moralisatrice de Kaïs Saïed. Tout aussi grave, la modalité de la compétition politique qui s'est développée s'est révélée profondément aliénante. Enrageant les citoyens par des mises en scène théâtrales vides de sens tout en les épuisant par l'absence d'enjeux sociaux significatifs, la compétition a produit des sources de ressentiment populaire aussi profondes qu'étendues. À un certain nombre de moments critiques – les premiers jours du coup d'État de Kaïs Saïed en particulier, mais aussi lors des tentatives ultérieures de mobilisation d'une opposition organisée – cette diffusion de la désaffection et de la colère s'est révélée d'une importance décisive.

Des composants défaillants : le rendez-vous manqué des partis politiques tunisiens

Si les variables systémiques ont laissé la transition en terrain incertain pour le peuple, les dynamiques au niveau des composants du système n'ont pas fait davantage pour restaurer leur confiance. Ici, nous parlons principalement des dynamiques propres au principal serviteur de la démocratie, le parti politique.

La performance de ces institutions clés pendant la période de transition peut être comprise comme le résultat de processus à la fois spécifiques et non spécifiques à la Tunisie. Parmi les premiers, le régime de parti unique, qui a prévalu depuis l'indépendance du pays, est le plus déterminant. La vie associative ayant été réprimée pendant les longs mandats de Habib Bourguiba et de Zine el Abidine Ben Ali, lorsque le Parti du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) a finalement été dissous en mars 2011, aucune organisation partisane présente sur le terrain, à l'exception partielle d'Ennahda, ne disposait de mémoire institutionnelle ou de ressources humaines : ayant émergé plus ou moins de zéro au cours de la transition, la pénurie de technocrates et de spécialistes de la politique était particulièrement aiguë.

■ [45] Otto Kirchheimer, « Germany: the vanishing opposition » in Robert Dahl (dir.), in *Political Oppositions in Western Democracies*, Yale University Press, 1966. awaat, 21 juin 2023

De plus, que les partis en question se reconstituent après des décennies de clandestinité ou qu'ils naissent pour la première fois, tous se sont lancés dans le grand inconnu de la politique démocratique sans aucun ancrage social. Cette absence d'ancrage les a privés de cohérence idéologique : alors que les partis de masse du milieu du XXe siècle dans les pays du Nord, attachés à une classe ou à une fraction de classe donnée, en sont venus non seulement à représenter les valeurs et les intérêts de cet électorat, mais aussi à articuler une vision plus large du bien commun basée sur la condition particulière de cet électorat, les partis tunisiens qui ont gagné un minimum d'importance pendant la transition étaient à la dérive du point de vue de leur connexion à la société et, par conséquent, enclins à un mélange de libertinage idéologique et de platitudes post-idéologiques.[46] En faisant leur marché dans les positions idéologiques pour mieux les rejeter, et en ne parvenant pas à s'ancrer dans la structure sociale, ils ont finalement laissé la démocratie sans enceinte capable de l'accueillir de manière stable tout en séparant la gauche de la droite. Il était alors difficile pour les citoyens de se trouver un parti qui leur soit un foyer durable, ce qui a entravé la consolidation de la démocratie.

En termes abstraits, on peut donc dire que les path dependencies induites par des décennies de parti unique ont eu un impact sur l'offre de personnel partisan au cours de la transition. Inversement, on peut dire que des processus historiques non spécifiques au pays ont eu un impact plus immédiat sur le terme demande de l'équation.

La voie de l'hyperpolitique

La Révolution de jasmin en Tunisie a marqué, à bien des égards, la fin de la fin de l'histoire, pour reprendre l'expression de Hochuli, Hoare et Cunliffe.[47] Avec son irruption, l'ère post-politique des longues années 1990 – bouleversée par la rupture induite par la crise financière mondiale – s'est brusquement achevée. Par la suite, du Caire à New York en passant par Santiago du Chili et Bagdad, les rues ont vibré d'une énergie infatigable ; les mobilisations historiques des mouvements de protestation sont devenues monnaie courante dans le monde[48] ; l'art et la musique se sont de nouveau emplies d'un contenu idéologique ; et les structures de pouvoir, dures comme douces, ont été perçues comme contestables. Parallèlement à la résurgence de la politique, cependant, les développements technologiques et culturels ont continué à favoriser l'atomisation sociale. Les changements dans les structures de l'économie mondiale – réalisés par l'établissement d'une domination transnationale du capital financier – s'étaient alors depuis longtemps calcifiés, et d'une manière difficile à démanteler. Imposant des limites strictes à la souveraineté des États-nations, cette situation a contribué à désorienter les consciences politiques éveillées, en faisant croître l'idée que les assemblées législatives et autres arènes institutionnelles n'étaient peut-être plus le lieu où construire la transformation politique.

De cette coalescence de processus mondiaux est né un phénomène nouveau, qu'Anton Jager a appelé l'hyperpolitique.[49] D'une part, l'hyperpolitique, dans son « excitation incessante mais diffuse », s'est efforcée de minimiser l'éloignement entre la politique et le politique. Il s'agissait de contester la substance plutôt que la pratique de la politique : que le peuple défie enfin la gouvernance technocratique. En même temps, le défi hyperpolitique a progressé « dans des termes qui ne nous sont pas familiers, à nous qui venons du vingtième siècle » : ayant été façonné par la compréhension implicite de l'architecture économique mondiale et par les changements que l'atomisation sociale avait entraînés, le défi a été lancé hors du domaine de la politique formelle.

■ [46] Sur ces processus dans les pays du Nord, lire Christopher Bickerton et Carlo Invernizzi Accetti, *Technopopulism: The New Logic of Democratic Politics*, Oxford University Press, 2021.

[47] Alex Hochuli, George Hoare et Philip Cunliffe, *The End of the End of History: Politics in the Twenty-First Century*, Zero Books, 2021.

[48] Sur l'ampleur de ces mouvements contemporains de contestation de rue et sur l'incapacité de ces mouvements à produire un changement social et politique significatif, lire Jamie Allinson, *The Age of Counter-Revolution*, Cambridge University Press, 2022.

[49] Anton Jager, « Everything is hyperpolitical: a genealogy of the present », *The Point*, 29, 22 février 2023.

À l'ère hyperpolitique, les partis politiques sont absents et malvenus ; la mise en mouvement de la société civile et les actions populaires sont primordiales : songeons aux mouvements Occupy, aux Gilets jaunes ou aux millions de personnes qui ont défilé non seulement aux États-Unis mais plus largement dans le monde entier pour soutenir le mouvement en faveur de la vie des Noirs. Ni les dirigeants ni les participants à ce type de manifestations ne pouvaient accepter l'idée de canaliser leur combat via un organe représentatif. Des décennies de déception générées par ces institutions ont servi de leçon, et le fossé qui s'est creusé entre les élites, au sens large, et les masses a été perçu comme infranchissable. Y compris dans les moments de mobilisation et de ferveur collectives se manifeste en outre un véritable attrait pour l'individualisme.

Dans le cas de la Tunisie, l'expérience édifiante des soulèvements de 2010-2011 a également joué un rôle. La leçon tirée par de nombreux participants au soulèvement était que les formes horizontales d'organisation et les modes d'action directs l'avaient emporté. Ceux qui se sont reconstitués à travers le moment révolutionnaire ont par la suite poursuivi leur mobilisation en étant confiants dans l'idée que la capacité d'action et le pouvoir étaient à chercher dans les masses sans intermédiaire, unies vers un objectif commun ; que la victoire politique et la réalisation de soi se trouvaient dans la rue. Cette foi dans ce qui s'apparente à une sorte de volontarisme est restée largement répandue tout au long de la décennie suivante et, avec elle, la confiance dans le fait que des voix unifiées – des milliers de personnes clamant à l'unisson leur aspiration au pain, à la liberté et à la justice – pouvaient faire des rêves une réalité. La démocratie directe, partiellement mise en œuvre dans la Kasbah au cours de l'hiver 2010-2011, est également devenue extrêmement puissante dans les milieux révolutionnaires.[50] Après avoir renversé un dictateur par leurs propres moyens, l'idée que ces personnes remettraient désormais leur subjectivité politique entre les mains du porte-parole d'un parti – qu'elles confieraient à une institution le soin de déployer leurs intérêts individuels et leurs valeurs au sein d'un collectif – était franchement grotesque.

C'est donc par un simple accident de l'histoire que le déclenchement de la transition tunisienne, en pleine ère hyperpolitique et dans le sillage d'une révolution très particulière, a déterminé la faiblesse de la demande de partis politiques – demande d'en faire partie, demande que les partis soient ceux qui pilotent la démocratie, confiance dans ce qu'ils pourraient accomplir. Bien entendu, il ne s'agit pas d'exonérer les partis de leurs responsabilités dans la manière dont les choses se sont déroulées. Ce sont eux qui ont renoncé à toute tentative de construire une existence institutionnelle en dehors du gouvernement – toute tentative de devenir les partis de masse d'antan, ceux qui maintenaient une présence quotidienne dans la vie des gens.[51] Leur approche de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques était tout à fait lamentable : non seulement ils n'avaient pas investi dans le développement de leurs capacités internes, préférant confier les plates-formes politiques à une multitude de consultants locaux et étrangers, mais ils avaient également trahi les engagements contenus dans ces plates-formes une fois au pouvoir, sans la moindre vergogne.[52]

Ce sont les dirigeants de ces partis (et, il faut en convenir, ceux de l'UGTT), convaincus d'être des agents du destin, qui ont considéré la démocratie interne avec ce que l'on pourrait généreusement qualifier de dérision. Et c'est leur complaisance à l'égard de la boultique, c'est-à-dire des tractations en coulisses, intéressées et sans grande considération pour le bien public, qui a confirmé les soupçons populaires selon lesquels les nouvelles élites, comme les anciennes avant elles, n'avaient que du mépris pour les citoyens.[53]

■ [50] Henda Chennaoui, « Four years after the Kasbah Sit-ins: Taking stock of a revolutionary mission confiscated », *Nawaat*, 2015 ; Mohsen-Finan, 2022.

[51] Haifa Souilmi, « A tale of two exceptions: everyday politics of democratic backsliding in Tunisia », *The Journal of North African Studies*, mai 2023.

[52] Entretiens, Tunis, Paris, juin 2023.

Voir aussi : Nate Grubman and Aytug Sasmaz, « The collapse of Tunisia's party system and the rise of Kaïs Saïed », *Middle East Research and Information Project*, août 2021.

[53] Robert Parks and Tarek Kahlaoui, « Populist passions or democratic aspirations? Tunisia's liberal democracy in crisis », *Middle East Research and Information Project*, Novembre 2021.

Le problème d'un public coupé de la représentation

Quelle que soit l'attribution des responsabilités, le résultat est le même : au fil du temps, les Tunisiens se sont de plus en plus éloignés de la politique formelle. En règle générale, les militants qui ont aidé à mener la révolution ont choisi de ne pas s'engager dans la vie partisane. Nombre d'entre eux ont migré vers ce qui est devenu un écosystème tentaculaire d'organisations non gouvernementales et d'organisations de la société civile. L'UGTT, seule organisation sociale comptant un grand nombre de membres relativement disciplinés, a elle aussi décidé de ne pas former de parti politique, craignant peut-être que gouverner un pays endetté du Sud ne constitue un cadeau empoisonné. Les personnes moins engagées politiquement ont quant à elles largement renoncé à la vie associative : même celles impliquées dans des mobilisations populaires contre des problèmes tels que le chômage – actions autrefois ancrées dans des programmes nationaux de changement économique – se sont repliées sur des revendications étriquées et très localisées à la fin de la décennie.[54] Le taux d'abstentionnisme a augmenté à chaque élection nationale. Les sondages de sortie des urnes et le vote de protestation observés lors des élections municipales de 2018 ont montré à quel point les partis étaient devenus l'objet d'un exceptionnel mépris.[55] Plus destructrice encore, la croyance en l'idée que les institutions intermédiaires étaient intrinsèquement corrompues et corruptrices, si elle était déjà élevée, a pris le statut de sens commun. À la fin des années 2010, il ne serait pas exagéré de dire que l'idée même de représentation était considérée comme une sorte d'escroquerie par une grande partie de la population. Un piège, en quelque manière, pour détourner la révolution et voler les richesses du pays.

Dans ce cadre, la corruption faisait office à la fois de théorie générale et de formule magique, d'explication nébuleuse de ce qui était arrivé à la transition et d'outil permettant de désigner les coupables. Les relations de la corruption avec des forces structurelles telles que le capitalisme brillaient par leur absence, de même que les considérations sur les moyens et les fins des pratiques de corruption, la rationalité pragmatique, l'utilité sociale qui peuvent éventuellement les sous-tendre. En leur lieu et place, le phénomène a été réduit à un ensemble de défaillances éthiques individuelles. En s'affranchissant de la boussole de la sociologie ou de l'économie politique, le discours s'est facilement perdu dans l'absurdisme. On a vu dans les médias un public convaincu que les partis représentés au parlement détournaient des montants presque supérieurs au PIB annuel. Sur les réseaux sociaux, des foules s'attendaient à ce que l'arrestation par la police de Rachid Ghannouchi à son domicile s'accompagne de la découverte d'un nombre incalculable de millions d'euros de richesses cachées.[56] L'affirmation sans fondement selon laquelle il suffisait à la Tunisie, pour devenir prospère, de mettre un terme au vol des élites, est devenue omniprésente.

Mais le discours ne s'est pas contenté de propager des mensonges d'auto-consolation de ce type. Il a également révélé et enraciné une conception exclusivement morale de la politique – c'est-à-dire le bannissement définitif de l'idéologie. Par la suite, l'attachement populaire à une démocratie construite autour d'institutions représentatives s'est effiloché au point de ne plus pouvoir être restauré. La « propreté » d'un candidat à la fonction publique est devenue la préoccupation constante d'une masse critique d'électeurs. Dans ce contexte, l'avenir de la Tunisie se résume à l'une des trois alternatives suivantes : privatisation néolibérale, prise de pouvoir autoritaire ou une combinaison des deux.

■ [54] Irene Weipert-Fenner, « Unemployed mobilization in times of democratisation: the Union of Unemployed Graduates in post-Ben Ali Tunisia », *The Journal of North African Studies*, 25, 1, 2020.

[55] Sur les élections municipales de 2018, lire Mohsen-Finan, 2021.

[56] Sur cet épisode, lire Daniel Brumberg, « Kais Saïed's fantasies are drowning Tunisia », *Policy Analysis*, Arab Center Washington DC, 27 avril 2023.

Compte tenu du peu de considération dont jouissent les marchés en Tunisie, la deuxième voie a toujours été la plus probable, comme la suite l'a confirmé : un outsider immaculé, recherchant et alimentant l'obsession du public pour la corruption et la méfiance à l'égard de la représentation, a fait son entrée sur scène en proposant la vision d'une communion directe entre gouvernant et gouvernés. Le fait qu'il n'ait ni l'intention ni le projet de s'attaquer au vaste univers de la corruption – espace défini davantage par les dépenses fiscales et les chaînes de valeur que par les pots-de-vin versés sous la table –, n'a guère d'importance, puisque le problème a été ramené à une question de morale. Porté par la chance – le ralliement des partis afin de bloquer l'ascension de Nabil Karoui – l'outsider est devenu président. Et une fois que les politiques bâclées pour contrer une pandémie mondiale, les dysfonctionnements généralisés de l'État – en partie provoqués par le Président lui-même, volontairement ou non – et les violences policières de janvier 2021 se sont combinés pour briser les citoyens, cet outsider a pu mettre fin au régime démocratique, la population derrière lui.

Quand l'hyperpolitique entrave la perspective d'un nouveau démocratique

Au cours des deux années qui ont suivi le coup d'État de Saïed, les conditions sur le terrain ont évolué – malheureusement pas dans un sens favorable à la restauration de la démocratie. Dans la mesure où nous nous trouvons encore dans l'ère hyperpolitique, de nombreux facteurs sous-jacents du trouble de la démocratie parlementaire tunisienne persistent – en particulier la méfiance à l'égard de l'intermédiation. Les tentatives d'organisation de la résistance à Saïed par les ténors de la période de transition n'ont, par conséquent, pas réussi à s'imposer. Le Front de salut national, coalition partisane dirigée par Ahmed Néjib Chebbi et composée d'Ennahda, d'Al Amal, d'Al Irada de Moncef Marzouki, d'Al Karama et de Qalb Tounes de Nabil Karoui, a échoué, persuadant trop peu de gens que les bandits de la transition pourraient maintenant être des agents de la délivrance. Citoyens contre le coup d'État, une initiative de la société civile, n'a pas non plus eu le vent en poupe.

L'UGTT, il faut le dire, fait preuve d'une capacité légèrement supérieure à canaliser les énergies collectives. Il n'en reste pas moins que la prise de pouvoir de Saïed a ouvert des fossés entre les dirigeants nationaux de la fédération et ceux des niveaux local, régional et sectoriel. La capacité de la fédération à parler dans l'intérêt général des travailleurs a également été longtemps surestimée, et sa disjonction avec la jeunesse tunisienne – pour laquelle accéder à l'emploi formel et adhérer à un syndicat ne sont désormais qu'un doux rêve – indéniable.[57] Ainsi, si de larges groupes de personnes manifestent encore la volonté de se battre pour leurs droits, ils montrent une égale réticence à le faire par le biais des institutions représentatives – et spécifiquement les institutions de l'ère 2011-2021. Les manifestants qui se sont mis à chanter « Rachid Ghannouchi est un assassin » lors d'un rassemblement organisé pour contester la prise de pouvoir de Kaïs Saïed en mars 2023 témoignent bien de l'esprit du temps. [58]

L'intensité et l'étendue de la fatigue politique sont également de mauvais augure pour la démocratie. Bien que les milieux d'opposition trouvent encore la force de tenir tête à Saïed du mieux qu'ils peuvent, ils sont aujourd'hui envahis par l'épuisement et un sentiment rampant de fatalisme – la peur que tout ait été essayé sans que rien n'ait marché.[59]

■ [57] International Crisis Group, 2022 ; Zied Boussem, « Youth political perceptions in Tunisia: giving the floor to millennials and gen Z post-2011 », *Youth Trajectory Series, Arab Reform Initiative*, mai 2022.

[58] Hakim Fekih, « Tunisie. À gauche, fractures ouvertes face à Kaïs Saïed », *Orient XXI*, 26 avril 2023.

[59] Entretien, juin 2023.

Le grand public, quant à lui, s'il est profondément attaché à des libertés civiles durement acquises, montre des signes de détachement politique. Bien qu'il s'agisse d'outils de mesure imparfaits, les sondages suggèrent que la sécurité publique et l'économie sont aujourd'hui des priorités pour une vaste majorité ; il y a peu de raisons d'extrapoler en estimant que cette majorité pense que ces objectifs seront idéalement poursuivis par le rétablissement de l'équilibre constitutionnel ou de la démocratie parlementaire.[60] Les « politiques d'incubation » de la « génération Z » tunisienne ne vont pas non plus dans le sens de la résurgence de la démocratie. Bien qu'il faille se garder de généraliser les préférences et les comportements d'une catégorie aussi vaste et hétérogène, les données recueillies par Zied Boussen, de l'Arab Reform Initiative, par le biais de groupes témoins organisés en mai 2022, brossent le tableau d'une génération désabusée par la politique officielle et lovée dans le discours moralisateur sur la corruption dont il a été question plus haut. Trop jeune pour avoir des souvenirs directs de 2011, cette sous-population s'avère également, à travers la recherche de Boussen, ayant peu de liens avec la révolution et développant un dangereux mélange d'ignorance et de nostalgie pour l'ère Ben Ali.

Il faut aussi tenir compte de la politisation croissante de l'armée tunisienne – encouragée en partie par ses formateurs américains[61] – et de l'agressivité croissante de la police tunisienne. En certaines occasions, la première s'est révélée utile aux forces populaires, comme l'a montré la défiance de l'armée à l'égard de Beji Caid Essebsi en 2017 lorsqu'il a ordonné la sécurisation d'une installation pétrolière de Tataouine bloquée par des manifestants. Les rumeurs selon lesquelles les hauts gradés de l'armée ont contribué à l'élaboration du coup d'État de Saïed – et le soutien sans ambiguïté qu'ils ont apporté à son exécution – suffisent toutefois à montrer ce qui arrive lorsqu'on laisse la politisation du monde militaire aller à son terme. Si l'on prend également en compte la préférence avérée des hauts gradés pour un système présidentiel fort – y a-t-il même besoin de mentionner l'exemple égyptien ? – il devrait être clair que le renforcement de l'armée tunisienne au cours de la dernière décennie ne constitue pas une aubaine pour les perspectives de la démocratie. Quant à la police, sa résurgence a commencé sérieusement sous contrôle démocratique et a été accélérée en particulier par l'adoption de la loi antiterroriste (co-rédigée par le syndicat de la police) en 2015.[62] Désormais habilitée à intimider, harceler, agresser et livrer ses ennemis publiquement en pâture dans les médias, elle constitue désormais un danger clair et immédiat pour ceux qui pourraient tenter d'organiser la contestation.

Si l'on considère le paysage dans son ensemble, les conditions ne sont donc guère favorables à un renouveau démocratique. Il est possible qu'un événement, ou une série d'événements, provoque une mobilisation populaire d'une force telle qu'elle fasse tomber Kaïs Saïed : en décidant de ne pas renforcer son propre contrôle par des institutions intermédiaires, le président tunisien risque d'être victime de la même hyperpolitique qui l'a porté au pouvoir. Cependant, même dans une telle éventualité, il est difficile de voir comment une démocratie saine pourrait être construite par la suite : les héritiers de la politique formelle n'inspirent guère confiance et suscitent des récriminations qui rendent improbable, voire impossible, la recherche d'une unité de vues. À l'instar des corps politiques du monde entier, celui de la Tunisie témoigne d'une aliénation et d'un refus de faire confiance aux institutions représentatives ou d'y participer. Quant à l'économie, elle est structurellement compromise.

Comment la démocratie peut-elle décoller dans de telles conditions ? Comment peut-elle se consolider lorsque l'intermédiation, en tant que principe et pratique, inspire un tel mépris ?

■ [60] Hannah Ridge, « Dismantling new democracies: the case of Tunisia », *Democratization*, 29, 8, 2022 ; Nate Grubman, « Do Tunisians still want democracy? », *Monkey Cage Blog*, *Washington Post*, 1er septembre 2021.

[61] Sharan Grewal, « Norm diffusion through US military training in Tunisia », *Security Studies*, 31, 2, 2022.

[62] Matt Herbert, « Tunisia: Strengthening of security force unions blunts internal control », *Commentaire*, *Istituto per Gli Studi di Politica Internazionale*, 2 août 2022.

Comment peut-elle se stabiliser au sein d'excédents de population toujours plus nombreux et de générations entières dépourvues de la moindre position significative ou productive dans l'économie ? Quelle légitimité par les résultats (output legitimacy) est-il possible de produire, y compris dans le meilleur système démocratique, lorsque le fardeau de la dette de l'État impose l'austérité et que la communauté internationale n'a pas le cran, pour le dire légèrement, d'envisager de l'annuler ?

Les réponses à toutes ces questions sont extrêmement difficiles à apporter. Les conséquences pour la Tunisie, comme pour de nombreux autres pays confrontés aux mêmes conditions sociales et économiques, sont désastreuses. L'autocrate d'aujourd'hui peut bien partir : son remplaçant sera plus probablement autoritaire que démocrate.

4.

Conclusions

En avril 2023, le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, Jake Sullivan, prononçait à la Brookings Institution un discours qui annonçait un véritable changement de paradigme. [63] Présentant le « nouveau consensus de Washington » de la Maison Blanche de Joe Biden, Sullivan commençait par décrire la façon dont des décennies de politique économique malavisée – le néolibéralisme en somme – avaient favorisé la montée du populisme de droite en Amérique en tout premier lieu, mais aussi dans le monde entier. Identifiant cette montée en puissance comme un danger social, politique et écologique de la plus haute importance, Sullivan expliquait ensuite comment la stratégie d'industrialisation verte de Biden, sa « politique étrangère en faveur de la classe moyenne » et son réengagement en faveur des services publics et de l'État même permettraient de remettre le pays (et le monde) sur une voie plus prometteuse.

Le discours de Jake Sullivan et les politiques qu'il était censé justifier – principalement la Loi sur la réduction de l'inflation et le CHIPS and Science Act de 2022 – peuvent certainement être considérés comme une raison d'espérer pour les citoyens des États-Unis : pour un pays aussi vaste et riche, le virage mercantiliste qui s'instaure laisse entrevoir la possibilité d'un renouveau industriel et, avec lui, d'une société moins inégalitaire, d'une démocratie moins volatile.

Malheureusement, les changements qui se préparent à Washington promettent des gains bien moindres pour ceux qui vivent dans d'autres parties du monde, y compris en Tunisie. Cela s'explique en partie par le fait que les changements en question annoncent une guerre froide entre les États-Unis et la Chine : après tout, c'est l'essor de cette dernière, et la volonté de la Maison Blanche de bloquer son ascension, qui ont incité les Américains à redécouvrir la politique industrielle. Plus encore, le manque de perspective positive peut être attribué au fait que le « nouveau consensus de Washington » ne contient aucune disposition pour aider les pays plus petits et plus pauvres à réaliser le changement de paradigme que Sullivan appelle de ses vœux : si le conseiller à la Sécurité nationale identifie à juste titre la nécessité sociale, développementale, écologique et politique d'un interventionnisme étatique accru dans l'économie, lui et le gouvernement qu'il sert ne prennent que peu de mesures pour s'assurer que les pays du Sud soient en mesure de répondre à cet impératif. En effet, la Maison Blanche s'est montrée peu encline à envisager des réformes, même mineures, de l'architecture de la dette internationale – réformes qui auraient un impact considérable sur les États, comme la Tunisie, qui sont de plus en plus contraints par leurs obligations envers leurs créanciers : au printemps dernier, les États-Unis et l'Allemagne ont ainsi empêché le FMI d'émettre de nouveaux droits de tirage spéciaux ou de mettre fin à sa politique de commissions additionnelles.[64]

■ [63] Jake Sullivan, « The Biden administration's international economic agenda », Hutchins Center on Fiscal & Monetary Policy at Brookings, April 27, 2023. Discours complet disponible à <<https://www.brookings.edu/events/the-biden-administrations-international-economic-agenda-a-conversation-with-national-security-advisor-jake-sullivan/>>

[64] Patrick Bigger et Federico Sibaja, « Feasibility Pact? », Analyse, The Polycrisis Series, Phenomenal World, 21 juin 2023.

Pour que la démocratie tunisienne ait une réelle chance, les structures de l'économie mondiale – et les politiques des grandes puissances qui les préservent – devront changer. Car pour que la démocratie tunisienne ait une réelle chance, l'État tunisien doit lui aussi avoir la possibilité de reconstruire la base industrielle du pays.

Sera-ce là un remède à tous les problèmes liés à l'hyperpolitique évoqués dans ce rapport ? Cela mettra-t-il fin au régime répressif de Kais Saïed ? La réponse à ces deux questions est, bien sûr, non. Réancrer les partis politiques dans la société, s'opposer à un dictateur que les forces de sécurité ont, jusqu'à présent, trouvé utile, sont des défis immenses. Néanmoins, un engagement international en faveur du renforcement de l'industrie tunisienne permettrait a minima de faire évoluer les conditions sociales, économiques et, en fin de compte, politiques dans une direction où les partis pourraient s'intégrer de manière plus organique au tissu social, et où une démocratie renaissante aurait de meilleures chances de se développer. Aussi banal que cela puisse paraître, l'histoire montre clairement que de la faiblesse de l'industrie manufacturière naît la faiblesse des partis ouvriers, d'où naît la faiblesse de l'intégration politique des forces populaires, qui, à son tour, engendre de faibles chances pour la démocratie.

La responsabilité immédiate de ce que subit la Tunisie depuis 2021 incombe à Kais Saïed. Mais si l'on prend un peu plus de perspective, les problèmes actuels peuvent être attribués aux principaux partisans de la transition et à tout ce qui a contribué à faire de notre époque une ère hyperpolitique.

Pour ceux qui espèrent un avenir meilleur pour la Tunisie, cette répartition des responsabilités a des implications importantes. Elle révèle, entre autres, que le combat ne peut se réduire à la contestation de l'actuel résident de Carthage. Cela ne veut pas dire qu'il faille renoncer aux admonestations diplomatiques et aux efforts bien intentionnés visant à garantir l'État de droit ou les droits des médias et des prisonniers politiques. Il s'agit plutôt de dire que ces actions doivent être entreprises en sachant que l'impact des confrontations sur le terrain du droit et de la procédure sera limité par le fait qu'elles ne mobilisent pas les forces populaires, comme les dernières années peuvent en témoigner. La meilleure façon de faire entrer les forces populaires dans le jeu est de déplacer la contestation sur le terrain social et économique. Ainsi, le meilleur pari pour la démocratie tunisienne, quoique sans garantie de succès, est de prendre en compte l'économie politique plus large de la Tunisie. En d'autres termes, le chemin du retour à la liberté politique passera par le développement d'activités industrielles vertes autant que par l'envoi d'observateurs électoraux, la réécriture constitutionnelle et la promotion d'un engagement de la société civile sous la forme d'ONG. L'agenda de la coalition pro-démocratique à l'intérieur comme à l'extérieur de la Tunisie doit donc être élargi pour inclure des points tels que l'allègement de la dette, la réforme des accords commerciaux et du système financier mondial, la réaffirmation du contrôle des capitaux. En l'absence de progrès sur ces fronts, tout retour à la démocratie s'enlisera dans les mêmes maux que ceux qui ont troublé la transition post-2011.

Référence

Colin Powers, « De quoi Kaïs Saïed est-il le nom ? La Tunisie à l'ère de l'hyperpolitique », *MENA Report*, Noria Research, novembre 2023.

Licence

Noria Research encourage l'utilisation et la diffusion de cette publication. Sous la licence CC-by-nc-nd, vous êtes libre de partager, copier, reproduire, communiquer ce contenu, sauf à des fins commerciales, par tous moyens et sous tous formats, tant que l'œuvre est diffusée sans modification et dans son intégralité.

Vous devez créditer Noria Research pour toute utilisation de ce contenu, n'effectuer aucune modification, adaptation ou traduction même partielle et ne pas tirer profit de sa diffusion.

Clause de non-responsabilité

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position de Noria Research ou de ses soutiens. Ce projet a été réalisé avec le soutien financier de l'Open Society Foundations.

Crédits

Auteur : Colin Powers
Éditeur : Xavier Guignard
Directeur de programme : Robin Beaumont
Graphisme : Studio Darès



WWW.NORIA-RESEARCH.COM